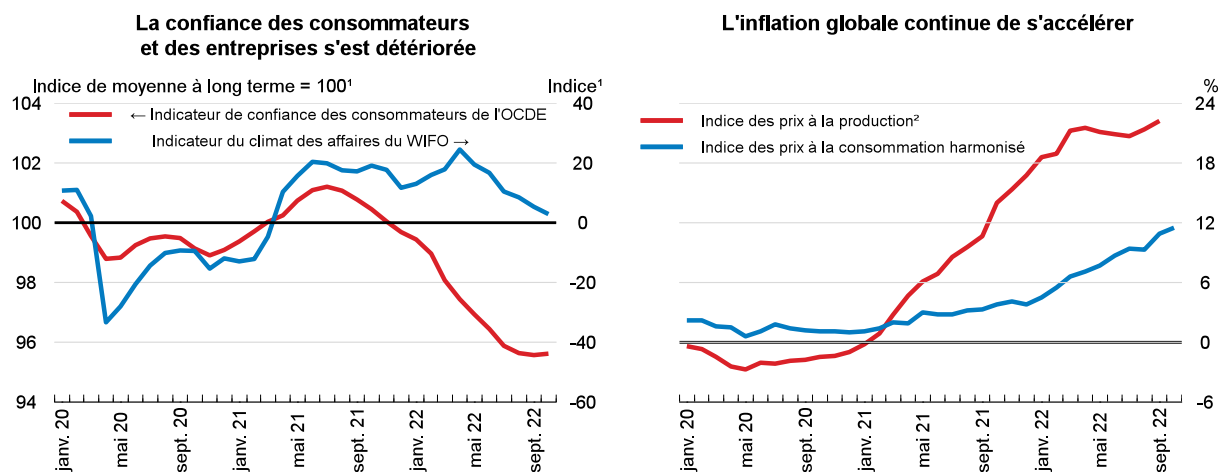


Autriche

La croissance devrait s'établir à 4.5 % en 2022 mais ralentir fortement, pour passer à 0.1 % en 2023 et à 1.2 % en 2024. L'inflation globale est généralisée et devrait atteindre un pic vers la fin de 2022, avant de diminuer en 2023 et en 2024. Les revenus disponibles réels diminuent en 2022, ce qui réduit bride la consommation privée. Ils devraient toutefois se redresser à mesure que les salaires rattraperont l'inflation. La faiblesse de la demande extérieure et la dégradation de la confiance des entreprises pèseront sur l'investissement privé. La croissance de l'emploi faiblira mais les importantes pénuries de main-d'œuvre devraient empêcher une augmentation significative du chômage.

La politique budgétaire se resserrera au cours de la période de projection. La suppression des mesures de soutien liées à la pandémie a permis de réduire le déficit budgétaire primaire. Les nouvelles mesures de soutien destinées à atténuer l'inflation des prix de l'énergie devraient disparaître peu à peu en 2023-24. Certaines de ces mesures visent à stimuler la croissance en réduisant les coûts du travail et sont les bienvenues. Les mesures discrétionnaires destinées à compenser les prix élevés de l'énergie doivent être mieux ciblées afin de ne pas affaiblir les signaux de prix et de limiter les coûts budgétaires. L'activation des réserves de main-d'œuvre existantes contribuerait à remédier aux pénuries de main-d'œuvre persistantes.

Autriche



1. La moyenne à long terme couvre la période allant de janvier 2014 à septembre 2022. L'indice de l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO) varie sur une échelle de -100 à 100. Une valeur positive (négative) est le signe d'un climat des affaires favorable (défavorable).

2. L'indice des prix à la production porte sur l'ensemble des activités industrielles.

Source : Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; et enquête de conjoncture de l'institut autrichien pour de recherche économique (*Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung* ou WIFO).

StatLin <https://stat.link/euj28x>

Autriche : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Autriche						
PIB aux prix du marché*	397.0	-6.6	4.7	4.5	0.1	1.2
Consommation privée	204.6	-7.9	3.4	3.8	0.7	1.9
Consommation publique	77.2	-0.5	7.9	-1.3	-3.5	-0.3
Formation brute de capital fixe	98.5	-5.0	8.7	-0.5	1.0	1.4
Demande intérieure finale	380.4	-5.7	5.7	1.5	-0.1	1.3
Variation des stocks ¹	1.6	0.1	0.7	1.0	0.5	-0.8
Demande intérieure totale	382.0	-5.5	6.5	2.4	0.0	0.5
Exportations de biens et services	222.0	-11.4	10.2	13.6	2.3	4.8
Importations de biens et services	207.0	-9.2	13.7	7.5	1.4	3.8
Exportations nettes ¹	15.1	-1.6	-1.4	3.5	0.5	0.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.5	1.9	4.3	6.0	3.0
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	1.4	2.8	8.5	6.7	3.6
IPCH sous-jacent ²	—	2.0	2.3	4.9	5.1	2.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.4	6.2	4.9	5.1	5.2
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	13.3	12.0	6.1	7.0	7.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-8.0	-5.9	-3.5	-2.7	-2.0
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	112.0	105.6	104.5	103.1	102.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	83.1	82.3	81.2	79.8	78.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.0	0.4	0.7	1.0	1.8

* Basé sur des données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés; peut différer des données annuelles officielles qui n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/mz01wt>

La croissance ralentit sur fond de hausse de l'inflation

La production a augmenté fortement durant la première moitié de 2022, mais elle subira une contraction au cours du second semestre de l'année, tandis que le PIB a légèrement reculé au troisième trimestre. L'accélération de l'inflation des prix à la production et à la consommation a pesé sur le moral des entreprises et des consommateurs. L'inflation globale a atteint 11 % en octobre et se généralise, et l'inflation sous-jacente s'accélère. L'inflation mesurée par les prix à la production continue aussi à progresser et accentuera les pressions tensions sur les prix à la consommation. Les négociations collectives dans l'industrie métallurgique, qui sont en général un point de repère important pour la détermination des salaires dans d'autres secteurs, devraient aboutir à des augmentations de salaires de 7.4 % sur un an à compter de novembre 2022.

L'économie autrichienne demeure exposée aux perturbations de l'approvisionnement en gaz puisqu'environ 50 % du gaz consommé environ est importé de Russie, contre 80 % début 2022. En octobre 2022, les réserves de gaz couvraient environ 90 % de la consommation annuelle de gaz. Cela inclut la nouvelle réserve stratégique publique de gaz qui pourrait couvrir deux mois entiers d'hiver. Il est cependant difficile de savoir quelle quantité. Quelque 60 % du gaz stocké pourra être distribuée aux ménages et aux entreprises autrichiens. Les ménages et les entreprises ont été durement touchés par les

hausse des prix mondiaux de l'énergie et des matières premières, notamment dans les industries manufacturières tournées vers l'exportation. En octobre 2022, l'Autriche avait accueilli 83 000 réfugiés en provenance d'Ukraine. Les autorités ont accordé une enveloppe budgétaire d'environ 0.13 % du PIB (2022) et 0.12 % du PIB (2023) pour en faveur de l'aide humanitaire aux réfugiés ukrainiens et de leur intégration sur les marchés du travail nationaux.

Les dépenses budgétaires compensent en partie l'inflation énergétique

Le déficit budgétaire primaire devrait diminuer durant la période de projection. La politique budgétaire est passée d'un soutien lié à la pandémie à des mesures visant à compenser la hausse des prix de l'énergie et à stimuler la croissance potentielle, notamment en orientant l'économie vers la neutralité climatique. Au premier semestre de 2022, trois plans de soutien, qui représentent une enveloppe budgétaire de 8 % du PIB de 2021, ont été mis en œuvre. Ils comprennent des mesures discrétionnaires pour 2022 et 2023 destinées à atténuer les effets des prix élevés de l'énergie sur les ménages et les entreprises, parmi lesquelles plusieurs subventions, des chèques énergie et des baisses d'impôts. En outre, un plafond d'électricité pour chaque ménage sera en vigueur de décembre 2022 jusqu'à la mi-2024. Les nouvelles mesures structurelles englobent la constitution d'une réserve stratégique de gaz et, à compter de 2023, l'ajustement automatique des tranches de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en fonction de l'inflation, ainsi qu'une réduction de 0.2 point de pourcentage des coûts de main-d'œuvre indirect. Qui plus est, la réforme fiscale dite éco-sociale associe une augmentation des taxes sur le carbone à une réduction allègement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, mesures qui seront appliquées progressivement durant la période de projection considérée. Les fonds issus provenant de la Facilité de l'UE pour la reprise et la résilience, soit environ 0.8 % du PIB jusqu'en 2026, financeront principalement l'investissement public dans les énergies renouvelables et la transformation numérique.

La croissance économique sera faible

La production se redressera peu à peu et augmentera de 0.1 % en 2023 puis de 1.2 % en 2024. L'accélération de l'inflation mesurée par les prix à la production, la grande incertitude entourant l'évolution de la guerre en Ukraine et la faiblesse de la demande extérieure pèseront sur l'investissement et les exportations des entreprises. L'inflation reculera à 3.6 % en 2024, dans le contexte du resserrement des conditions financières et de la disparition dissipation du choc énergétique, mais elle restera élevée durant la période de projection. La consommation privée se redressera en 2024 à mesure que les revenus disponibles réels augmenteront progressivement. Le marché du travail pourrait néanmoins rester tendu, dans la mesure où les pénuries de main-d'œuvre qualifiée freinent l'activité et maintiennent le taux de chômage à un niveau bas. Les risques de divergence à la baisse par rapport aux projections demeurent très élevés. À court terme, les importations de gaz depuis la Russie ne pourront pas être remplacées par d'autres sources et un arrêt total des importations aurait un impact très négatif sur la croissance. Une aggravation de la pandémie perturberait la saison touristique hivernale et pèserait sur l'activité dans les secteurs des services.

Des réformes pourraient aboutir à une croissance plus solide et plus durable

Il est indispensable de réduire les graves pénuries de main-d'œuvre pour stimuler la croissance. Mobiliser le réservoir de main-d'œuvre existant, mais encore inexploité, serait décisif. Pour ce faire, il faudrait intensifier les efforts visant à encourager l'emploi féminin, par exemple en améliorant l'accessibilité et la qualité des services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants dans tout le pays. Il serait aussi utile d'instaurer de meilleures incitations à continuer à travailler à un âge avancé et d'assurer aux seniors de

bonnes conditions de travail pour les personnes âgées seraient aussi utiles. Les investissements publics programmés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre se traduiront par une croissance plus durable, et tout en renforçant la sécurité énergétique. Il faudra toutefois aller plus loin pour atteindre l'objectif ambitieux de neutralité climatique à l'horizon 2040. Si la réforme fiscale dite éco-sociale est une bonne chose, il est nécessaire d'harmoniser et d'augmenter les tarifs du carbone dans tous les secteurs d'activité mais aussi d'élaborer des plans d'investissement complémentaires dans les réglementations et la réduction des émissions. Les mesures de soutien destinées à compenser des prix élevés de l'énergie doivent être mieux ciblées sur les ménages qui sont fortement exposés à l'augmentation du coût de la vie, sans pour autant porter atteinte aux incitations à réduire la consommation de combustibles fossiles.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Autriche », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/d8951449-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.